

## **Plan de réduction des déséquilibres mondiaux soutenu par le FMI**

David Robinson

Membre de l'équipe des consultations multilatérales du FMI

7 août 2007

- Le FMI assurera le suivi des engagements pris par cinq grandes économies pour résorber les déséquilibres
- Selon le Conseil d'administration du FMI, la première consultation a approfondi l'accord sur la démarche à moyen terme
- La formule des consultations pourrait être appliquée à d'autres problèmes économiques mondiaux

En 2000, lorsque le FMI a averti pour la première fois les décideurs que les déséquilibres de l'économie mondiale risquaient de faire dérailler la croissance, le déficit du compte des transactions courantes des États-Unis se montait à 4 % du PIB.

Aujourd'hui, ce déficit dépasse 6 % du PIB et va de pair avec de gros excédents de compte courant dans des pays tels que la Chine, le Japon et les pays producteurs de pétrole.

Certains estiment que ces déséquilibres sont soutenables et que l'économie mondiale poursuivra sa remarquable expansion (voir l'article intitulé IMF Offers Compromise Path on Imbalances). De nombreux autres observateurs, dont le FMI, pensent au contraire que des déséquilibres de cette ampleur ne sont pas viables à long terme et qu'il faut prendre des mesures pour les réduire avant qu'ils ne se corrigent de façon brutale et désordonnée.

Depuis 2004, le Comité monétaire et financier international (CMFI) du FMI encourage les pays à réagir de concert pour faire face aux risques posés par les déséquilibres. Ses recommandations, contenues dans la stratégie du CMFI, ont évolué au fil des années à mesure que la nature des problèmes changeait.

En 2006, toutefois, le Directeur général du FMI, Rodrigo de Rato, jugeant nécessaire d'agir avec plus de célérité, a proposé de traiter le problème dans un cadre d'action auquel ne seraient associés que les plus grands acteurs de la scène mondiale. L'objectif de la première consultation multilatérale (c'est ainsi que l'on désigne ce cadre) consistait à chercher le moyen de corriger les déséquilibres tout en préservant le dynamisme dont l'économie mondiale fait preuve depuis quelques années.

**Nouveau forum**

La formule des consultations multilatérales consiste à réunir un petit groupe de pays pour les faire dialoguer sur un problème spécifique d'importance systémique et les amener à chercher une solution en commun. Afin que les échanges soient libres, francs et axés sur la mise en œuvre de plans d'action, les consultations sont de nature informelle et confidentielle et réservées à de hauts responsables de la politique économique.

Les États-Unis, la Chine, la zone euro, le Japon et l'Arabie Saoudite ont tous accepté de participer à la première de ces consultations multilatérales. Certains participants sont directement concernés par les déséquilibres (en raison soit du déficit, soit de l'excédent de leur compte courant) et assurent une grande partie de la production mondiale. Le FMI a invité les représentants des cinq économies en question à participer aux consultations parce qu'ils peuvent jouer, collectivement, un rôle majeur dans la réduction des déséquilibres et le soutien à la croissance mondiale.

«Le Conseil d'administration du FMI a souligné qu'à l'avenir le succès de la consultation multilatérale serait mesuré en fonction des progrès qui auront été accomplis pour réduire les déséquilibres mondiaux tout en soutenant la croissance, ainsi qu'en fonction de l'avancement de la mise en œuvre des politiques retenues».

Les consultations ont débuté par des entretiens entre les services du FMI et chacun des participants, puis se sont poursuivies par trois réunions réunissant les cinq grands acteurs. La dernière rencontre a eu lieu en mars 2007. À la mi-avril — peu avant les réunions du CMFI —, les cinq participants et le FMI ont publié un rapport conjoint.

Dans ce rapport, les participants ont souligné que la réduction des déséquilibres mondiaux constituait un défi multilatéral, qu'elle était de la responsabilité de tous et que la résorption ordonnée des déséquilibres profiterait au monde entier. Ils ont réaffirmé leur engagement en faveur de la stratégie formulée par le CMFI un an auparavant et ont convenu de publier des déclarations détaillées sur leurs intentions.

### **Plans d'action**

Considérés dans leur ensemble, les plans d'action énoncés aideront les pays à réaliser des avancées dans tous les domaines clés de la stratégie du CMFI. Selon les estimations des services du FMI, ces mesures, une fois mises en œuvre, permettraient de réduire le déficit du compte courant des États-Unis de 1 à 1,75 % du PIB, une réduction qui s'accompagnerait d'une diminution de l'excédent d'autres pays.

Le 20 juillet 2007, le Conseil d'administration du FMI s'est réuni pour faire le bilan de l'expérience de la première consultation multilatérale et en dégager les enseignements. Les 24 administrateurs, chargés de représenter les 185 pays membres du FMI, ont déclaré que la consultation avait permis d'approfondir l'accord sur une approche à moyen terme cohérente, qui faciliterait la mise en œuvre de la stratégie du CMFI. Ils ont salué tout particulièrement les plans d'action mis au point individuellement par les cinq participants, qui, selon les administrateurs, aideront à corriger les déséquilibres tout en soutenant la croissance mondiale — même si ces plans ne sont pas toujours aussi ambitieux que les recommandations

formulées par le FMI lors de ses consultations avec les représentants des économies concernées.

Les administrateurs ont estimé que la publication des déclarations d'intention avait permis d'établir une précieuse feuille de route qui permettra au public d'effectuer un meilleur suivi et contribuera à renforcer le sentiment que la communauté internationale travaille de concert pour résoudre les problèmes posés par les déséquilibres. Aussi, les administrateurs ont-ils jugé les consultations bénéfiques au plan tant régional que mondial.

### **Le suivi sera primordial**

Le Conseil d'administration du FMI a souligné qu'en fin de compte le succès de la consultation multilatérale serait mesuré en fonction des progrès qui auront été faits pour réduire les déséquilibres mondiaux tout en soutenant la croissance, ainsi qu'en fonction de la mise en œuvre des plans d'action avancés. À ce sujet, certains administrateurs ont estimé que l'adoption d'un calendrier et de repères spécifiques aurait facilité le suivi de ces plans.

En tout état de cause, les services du FMI continueront de suivre les progrès accomplis, tant à la faveur des consultations au titre de l'article IV avec les cinq participants que dans le cadre de l'élaboration des *Perspectives de l'économie mondiale* et du *Rapport sur la stabilité financière dans le monde*, les deux principales publications du FMI. Les administrateurs ont souligné aussi que, si les cinq participants ont un rôle clé à jouer pour assurer une correction ordonnée des déséquilibres, d'autres pays devront aussi participer à cet effort.

D'une manière plus générale, les administrateurs ont estimé que la nouvelle approche constituait un instrument précieux pour améliorer et approfondir la surveillance multilatérale exercée par le FMI — notamment celle qui porte sur les problèmes à moyen terme d'importance systémique ou régionale. S'il n'est pas possible de tirer des conclusions définitives à ce stade, le Conseil d'administration du FMI a néanmoins estimé qu'il fallait préserver une certaine souplesse opérationnelle. Les administrateurs, en outre, ont noté que les consultations multilatérales peuvent être particulièrement efficaces lorsqu'elles s'appuient sur d'importants travaux préparatoires des services du FMI et sur des délibérations approfondies du Conseil d'administration.

Enfin, les administrateurs ont souligné que la participation du Conseil d'administration et du CMFI au moment approprié était essentielle pour permettre au Conseil de jouer son rôle dans la conduite de la surveillance, donner une légitimité au processus et faire en sorte que la communauté internationale puisse évaluer les résultats obtenus.

***L'auteur est Directeur adjoint du Département Hémisphère occidental du FMI.***